

# **L'entreprise post-industrielle sera hybride**

Par Jacques Marceau

Président d'Aromates

Co-fondateur du Groupement des Professions de Services

Membre du groupe de travail compétitivité et innovation dans les services de la Commission Permanente de Concertation des Services (CPCS)

## **Douce France..., chères usines de mon enfance...**

Tout le monde chante aujourd'hui les louanges d'une France industrielle pourtant hier fustigée par des générations d'ouvriers et de syndicalistes.

A entendre cette ode à la ré-industrialisation de l'intelligentsia politique, on en viendrait presque à regretter les cheminées qui fument, les sirènes qui sonnent l'embauche des classes laborieuses dans le petit matin et l'odeur âcre des aciéries dans les rues des corons.

Cette France industrielle, qui a connu son apogée au cours des Trente Glorieuses, ne cesse aujourd'hui de délocaliser ses usines vers des pays où l'on est moins regardant sur la nature de leurs rejets et où la main d'œuvre est moins chère. Ce phénomène de délocalisation est dorénavant considéré comme un fléau absolu contre lequel il convient de lutter par tous les moyens car il engendre le cycle infernal du chômage, de la précarité et de la désagrégation sociale.

La priorité consistant à sauvegarder, sur notre territoire, des industries menacées de délocalisation, a cependant empêché de voir plusieurs phénomènes de rupture qui rendent obsolète le constat établi et risquent de rendre vaines les initiatives lancées par les pouvoirs publics pour préserver notre activité industrielle, voire obérer toute tentative de relance durable de notre économie.

## **Les entreprises à forte intensité de main d'œuvre n'ont plus d'usines.**

L'industrie n'est en effet plus, et ne sera jamais plus, le formidable réservoir d'emplois non ou peu qualifiés, et la condition unique de l'élévation et de la prospérité des classes populaires, ce qui fut vrai à une époque où l'industrie est venue, à point nommé, suppléer une agriculture de moins en moins consommatrice de main d'œuvre. C'est en effet à partir des années soixante, que le secteur agricole a fourni au secteur industriel une main d'œuvre nombreuse et désireuse de goûter à la modernité, et aux congés payés.

L'automatisation des tâches, la robotisation et l'amélioration des processus, font qu'aujourd'hui il ne faut que quelques personnes, mais cette fois-ci des techniciens hautement spécialisés, pour faire tourner une usine « moderne ». Il est, à cet égard, intéressant de souligner que les élus qui ont voté en 2009 la réforme de la taxe professionnelle n'avaient visiblement pas pris en compte cette évolution en allégeant les charges liées à l'investissement industriel, non générateur voire destructeur d'emplois, en les reportant sur la valeur ajoutée, donc sur les salaires !

Cette descente aux enfers de notre industrie semble donc polariser l'attention de nos politiques à tel point que personne, ou presque, ne voit se développer les nouveaux secteurs à forte intensité de main d'œuvre qui sont devenus les premiers pourvoyeurs d'emplois de proximité dans nos territoires. Des emplois

dénigrés parce que souvent peu ou pas qualifiés, comme l'étaient d'ailleurs les positions d' O.S. dans les années soixante, mais qui justement permettent l'accès au travail de tous, y compris de ceux dont plus personne ne semble vouloir. Cette formidable machine à intégrer, qui se substitue silencieusement à nos usines, est constituée d'entreprises, de toutes tailles, et qui exercent dans les secteurs de la propreté, de l'environnement, de la sécurité, des services postaux ou encore des services aux particuliers.

## **La valeur ne se résout plus au seul produit manufacturé.**

L'industrie n'est plus, non plus et quoi qu'on en dise, le moteur principal qui tire la croissance. Jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, la création de valeur procédait essentiellement de la transformation de matières premières en produits de consommation. Ce processus de transformation a fait la prospérité de nombreuses économies, majoritairement celles du Nord, ces dernières ayant su agréger les conditions d'un développement essentiellement basé sur la captation de matières premières et d'une énergie bon marché, la maîtrise de techniques de production et une population de consommateurs solvables en constante croissance. Aujourd'hui, force est de constater que le système s'est grippé. Les prix des matières premières et de l'énergie se sont envolés, la compétitivité de notre appareil industriel ne cesse de se dégrader et, de surcroît, nos consommateurs sont moins nombreux et repus. En tous cas, suffisamment pour ne plus garantir les taux de croissance nécessaires à la bonne santé de nos économies. Phénomène décrit par Michèle Debonneuil dans son rapport sur « L'économie quaternaire » : « *le régime de croissance centré principalement sur la production de biens mobilise des ressources considérables pour apporter un surcroît marginal de bien-être minuscule à une clientèle toujours plus restreinte* »<sup>1</sup>.

Alors si la production de produits manufacturés ne suffit plus à assurer la prospérité de notre économie, où peut-on chercher la croissance ? Là-aussi, et à l'évidence, les choses ont changé. En effet, la valeur d'un produit ne réside dorénavant plus dans ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler son usage que dans sa possession et sa « consommation ». A cet égard, et pour reprendre une idée chère à Michel Maffesoli, le retour de Dionisos est annoncé et il faut maintenant jouir de ce qui est; ainsi, plus besoin de posséder l'objet du désir pour en profiter. Visionnaire, Jean-Baptiste Say ne nous avait-il pas enseigné, au XIX<sup>ème</sup> siècle, que « *la production n'est point la création de matière mais la création d'utilité* »<sup>2</sup>. Nous dirions aujourd'hui « des usages ».

Cette valeur de l'usage grandit d'autant plus vite que le produit industriel se mue peu à peu, et dans le même temps, en objet communicant, c'est-à-dire connecté aux réseaux de communication. Il apporte ainsi toujours plus de services, propose de nouvelles applications et permet, surtout, d'être relié.

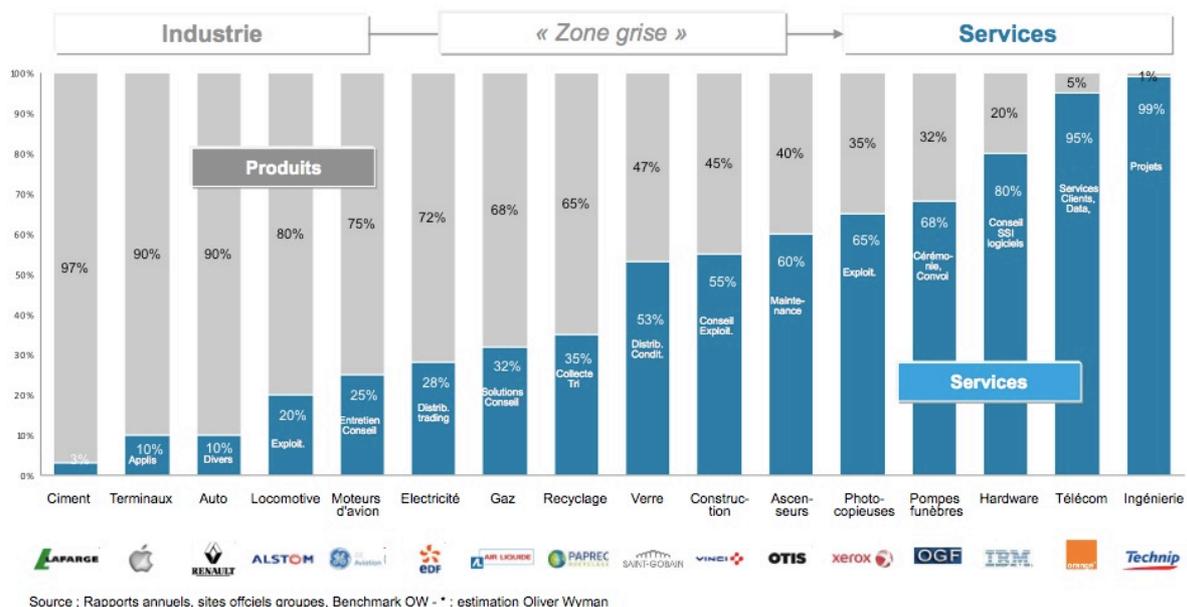
Cela est de plus en plus le cas pour nos automobiles, nos appareils photo ou notre chauffage individuel et demain pour des milliers d'objets de la vie courante.

(1) *L'économie quaternaire : une croissance durable à construire - Michèle Debonneuil – Rapport du CAS – janvier 2010*

(2) *Say, Traité d'Economie Politique, 1826, page 51*

## La séparation entre primaire, secondaire et tertiaire : un concept totalement dépassé ?

Autre archaïsme qui a la vie dure, le sacrosaint découpage de l'économie en trois secteurs : le primaire (agricole), le secondaire (industriel), le tertiaire (serviciel). Cette vision scolaire d'une économie cloisonnée en silos, préside encore de nos jours à l'organisation économique de notre pays, non seulement dans l'administration et les ministères, mais encore jusque dans les organisations professionnelles elles-mêmes comme au MEDEF où le GPS (Groupement des Professions de Services) a été créé pour faire contrepoids au trop puissant GFI (Groupe des Fédérations Industrielles). C'est toujours sur la base de cette vision qu'a été établie la fameuse nomenclature INSEE qui se révèle chaque jour un peu plus en décalage avec la réalité. Ainsi, et malheureusement pour nos statisticiens et autres observateurs du monde économique, cette bien pratique séparation en trois niveaux d'activité n'a aujourd'hui, et de toute évidence, plus lieu d'être. L'entreprise moderne est en effet devenue une hybridation de ces trois secteurs dont la polarité varie en fonction du métier de base (*core business*) de l'entreprise. Dans cette nouvelle approche, la valeur liée au service dans les produits industriels tend à croître de façon exponentielle et, pour nombre d'entre eux à devenir dominante.



## Les nouveaux visages de l'industrie

L'entreprise industrielle du XXI<sup>ème</sup> siècle sera donc hybride, à la fois entreprise de services et industrielle.

Tout d'abord parce que la valeur des produits de consommation s'est clairement déplacée du produit intrinsèque aux services, ou « applications », qui lui sont associés. A cet égard, l'exemple d'Apple est particulièrement éloquent car, à y bien regarder, Apple ne fabrique rien. Absolument rien. Pour ceux qui n'en sont pas sûrs, il suffit de chercher une usine Apple !

Mais aussi, parce que l'économie de fonctionnalité génère le développement d'une nouvelle typologie d'entreprises, comme les entreprises de services sur site. Ces entreprises dont le nombre et la taille croissent de façon rapide notamment pour répondre à la décentralisation des moyens de production d'énergie, de traitement de l'eau ou des déchets... mais aussi des nouvelles formes de consommation basées sur l'utilisation partagée de biens industriels comme des véhicules en partage du type Autolib' ou Vélib'.

A titre d'exemple, prenons le cas de l'ascenseur, un moyen de transport utilisé chaque jour par des dizaines de millions de personnes, et comparons-le à une automobile. L'automobile est assemblée en usine à partir de différents éléments et pièces de provenances diverses, et elle est livrée à son acheteur dans un garage. Garage dans lequel il se rendra régulièrement pour l'entretien de son véhicule. A l'inverse, l'ascenseur est assemblé sur site et sa maintenance sera également assurée sur ce même site par des techniciens itinérants. En dépit de toutes ces caractéristiques qui font de l'ascensoriste une société de services<sup>1</sup>, ce dernier n'en demeure pas moins un authentique industriel, au même titre qu'un constructeur d'automobiles. Mais un industriel qui doit faire face à des défis organisationnels et logistiques plus complexes, ses sites étant par essence dispersés, souvent nombreux et parfois éphémères. Autre défi à affronter, et peut-être paradoxalement le plus redoutable, l'incompréhension des pouvoirs publics qui s'exprime en particulier par une pression sans cesse accrue sur le coût du travail au prétexte que celui-ci est un emploi de service non-délocalisable ! Une incompréhension qui trouve sans doute ses racines dans l'opposition travail-capital, issue d'une vulgate des théories marxistes séparant travail productif (industriel) et travail improductif (serviciel).

A mépriser, ou pire ignorer, ces acteurs économiques d'un nouveau genre, la France risque de rater sa mutation industrielle en s'obstinant à vouloir restaurer les vestiges d'une modernité héritée des Lumières et aujourd'hui révolue.

Il est donc urgent de comprendre que l'industrie n'est pas morte, mais qu'elle se métamorphose et que cette renaissance exige un environnement qui lui soit favorable ou qui, à minima, ne l'asphyxie pas.

Ne passons pas à côté de cette chance et instaurons sans plus tarder dans notre pays un climat favorable au développement de l'entreprise post-industrielle !

*(1) « Une activité de service se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle. À la différence d'une activité industrielle, elle ne peut pas être décrite par les seules caractéristiques d'un bien tangible acquis par le client ». (Les services en France – Insee Références - Edition 2008)*